L'Année PhiLanthropique
The PhiLanthropic Year

Volume 6 | Printemps / Spring 2025

Credit: Tommy Trenchard

PhiLab

Coordonnées | Contact
philab@uqam.ca
www.philab.uqam.ca
514-987-3000 #8576

Directeurs de publication
Publication Directors
Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Rédacteurs en chef | Editors in Chief
Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Coordination de la rédaction
Edition Coordination
Laurence Croteau

Contributeurs | Contributors
Adam Parascandola
Adam Saifer
Alice Chipot
Amina Wazoumi Ignanoné
David Grant-Poitras
Diane Alalouf-Hall
Elisabeth Robinot
Éric St-Pierre
Fahad Ahmad
Hilary Pearson
Jean-Marc Fontan
Joey Mac Intosh
Jonathan Deschesnes
Joshua Newton
Karine Meaux
Katherine Lacefield
Laurence Croteau
Léo Bérenger Benteux
Michelle Riley
Peter R. Elson
Saouré Kouamé
Susan Philips
Sylvain A. Lefèvre
Taïeb Hafsi
Thierry Delvigne-Jean
Verena Gruber

Conception graphique | Graphic Design
Laurence Croteau

ISSN: 2563-3058
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025.
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2025.

À propos du PhiLab | About PhiLab

Le **Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie** (PhiLab) a été créé en 2014 dans le cadre d'une demande de financement « développement de partenariat » obtenue du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH). Ce financement a été reconduit en 2018 pour six années par l'obtention d'une subvention « partenariat » du CRSH. Depuis 2024, PhiLab profite de financements octroyés par différentes fondations dont la Fondation Lucie et André Chagnon et la Fondation Mirella et Lino Saputo. Le Réseau pancanadien constitue un lieu de recherche partenarial, de partage d'information, de mobilisation des connaissances sur la philanthropie subventionnaire et de formation à la recherche. Les activités de recherche conduites en partenariat valorisent les connaissances auprès d'une diversité d'acteurs sociaux, d'agences gouvernementales, milieux universitaires et petits et grands médias. La valorisation des connaissances, via des outils de communication novateurs et accessibles, permet une diffusion élargie des connaissances produites ou déjà existantes. Le Réseau regroupe des chercheurs, des décideurs et des membres de la communauté philanthropique à travers le monde afin de partager des informations, des ressources et des idées.

The **Canadian network of partnership-oriented research on philanthropy** (PhiLab) was created in 2014 as part of a "partnership development" funding application obtained from the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC). This funding was renewed in 2018 for six years by obtaining a "partnership" grant from SSHRC. Since 2024, PhiLab has benefited from funding granted by various foundations, including the Fondation Lucie et André Chagnon and the Mirella and Lino Saputo Foundation. The Pan-Canadian Network is a hub for partnership research, information sharing, knowledge mobilization on grantmaking philanthropy and research training. Research activities carried out in partnership promote knowledge among a wide range of social players, government agencies, academics and small and large media. The valorization of knowledge, via innovative and accessible communication tools, enables a wider dissemination of the knowledge produced or already existing.

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Canada

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT | PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Credit : Gabreez Productions

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT
PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

« Être là avant, pendant et après » : dans les coulisses de l'action humanitaire de l'UNICEF

Par Elisabeth Robinot, *Co-directrice du PhiLab;* **Thierry Delvigne-Jean**, *Chef des programmes d'UNICEF Canada*

Thierry Delvigne-Jean est le chef des programmes d'UNICEF Canada. En tant que membre de l'équipe de direction, il supervise les programmes, les politiques et les priorités de financement de l'organisme pour faire progresser les droits de l'enfant au Canada et dans le monde. La carrière de M. Delvigne-Jean au sein des Nations Unies s'étend sur près de 25 ans au niveau international, puisqu'il a travaillé en Indonésie, au Sénégal, en Afrique du Sud, au Mozambique et dans divers pays des Amériques. Il a dirigé des équipes multidisciplinaires chargées de promouvoir les droits de la personne, le changement social et les affaires publiques. Plus récemment, il a dirigé la communication, les programmes de défense des droits et l'engagement communautaire de l'UNICEF en Indonésie, s'employant avec son équipe à promouvoir le changement social, à influencer les politiques publiques, à créer des possibilités d'agir pour la population et à promouvoir l'image de l'UNICEF en appui aux collectes de fonds et aux partenariats.

Elisabeth Robinot, co-directrice du PhiLab est professeure titulaire en Marketing à l'École des Sciences de la Gestion de l'Université du Québec à Montréal. Elle est aussi co-fondatrice et chercheure à l'Observatoire de la Philanthropie.

Elisabeth Robinot (ER) : Quel est votre rôle au sein de l'Unicef

Thierry Delvigne-Jean (TDJ) : Je suis chef des programmes à UNICEF Canada, où je dirige les programmes et les politiques sociales visant à faire progresser les droits de l'enfant dans le monde, et au Canada.

Ma carrière aux Nations Unies s'étend sur 25 ans à l'international. J'ai débuté au siège de l'Unicef à New York au début des années 2000. Par la suite, j'ai travaillé principalement en Indonésie, au Sénégal, en Afrique du Sud, au Mozambique et en Haïti. Au cours de ces années, j'ai géré plusieurs programmes liés à l'enfance tels que la promotion des droits de l'enfant, le plaidoyer et la communication ainsi que l'engagement communautaire, y compris avec les jeunes.

ER : Quelles études avez-vous réalisées ?

TDJ : Dans les années 1990, j'ai fait des études de baccalauréat en linguistique à l'Université de Montréal suivi d'une maîtrise en sciences de l'information à l'université McGill. Plus tard, j'ai complété un MBA spécialisé en pensée systémique à l'Université de Cape Town, en Afrique du Sud. C'est un stage au siège des Nations Unies à New York, réalisé durant ma maitrise à McGill, qui a changé le cours de ma vie.

ER : D'après vous peut donc considérer l'UNICEF Comme une organisation philanthropique et pourquoi?

TDJ : Je dirais que l'UNICEF est avant tout une agence des Nations Unies. L'organisation a été fondée après la Seconde Guerre mondiale pour venir en aide aux millions d'enfants affectés par la guerre, surtout en Europe, mais aussi en Asie. Aujourd'hui, l'UNICEF est la plus grande organisation mondiale chargée de la défense des droits de l'enfant.

Lorsqu'on parle des droits de l'enfant à l'UNICEF, il s'agit de réalités très concrètes. Pour beaucoup, ces droits peuvent sembler assez abstraits, mais pour nous ils réfèrent à des aspects tangibles de la vie quotidienne : le droit à une éducation de qualité à tous les niveaux, du préscolaire au secondaire et au-delà; le droit à des soins de santé essentiels, comme la vaccination, ou encore le droit à une alimentation saine. C'est aussi le droit d'être protégé contre la violence et l'exploitation.

Tous ces droits font partie intégrante de la Convention relative aux droits de l'enfant, un texte fondamental qui guide l'UNICEF dans la mise en place de programmes dans 190 pays.

Au Canada, l'UNICEF a été fondé quelques années plus tard, en 1955. L'objectif principal de notre équipe canadienne est de recueillir des fonds pour soutenir les programmes de l'UNICEF dans le monde. Ces levées de fonds s'appuient sur le secteur privé, qu'il s'agisse d'entreprises et de fondations familiales et ainsi que sur la générosité de la population canadienne.

ER : Bien que l'UNICEF ne soit pas directement une organisation Philanthropique, une partie de ses ressources financières provient du secteur philanthropique. Indirectement, via votre travail, des fondations sont mobilisées sur les conflits lorsque vous intervenez en Ukraine, en Syrie, au Yémen et dans d'autres parties du monde. En quoi et comment votre travail et celui des fondations est-il impacté par le fait que les interventions, pour faire respecter le droit des enfants et leur bien-être, se fassent dans un environnement hautement conflictuel?

TDJ : L'UNICEF est présent dans 190 pays. Nos équipes sur le terrain connaissent très bien les enjeux locaux et les communautés qu'elles servent. Cette présence continue nous permet d'intervenir très rapidement lorsqu'une crise survient parce que nous sommes là avant, pendant et après l'urgence.

“Lorsqu'on parle des droits de l'enfant à l'UNICEF, il s'agit de réalités très concrètes. Pour beaucoup, ces droits peuvent sembler assez abstraits, mais pour nous ils réfèrent à des aspects tangibles de la vie quotidienne : le droit à une éducation de qualité à tous les niveaux, du préscolaire au secondaire et au-delà; le droit à des soins de santé essentiels, comme la vaccination, ou encore le droit à une alimentation saine. C'est aussi le droit d'être protégé contre la violence et l'exploitation.”

En cas de crise, UNICEF Canada mobilise ses donateurs et donatrices, que ce soit parmi la population canadienne, les entreprises privées ou les fondations familiales. La mobilisation de ressources repose sur les informations que nous recevons de nos équipes sur le terrain, qui gèrent directement les interventions humanitaires. Ces équipes évaluent la situation et très rapidement elles sont en mesure de

nous envoyer l'information que nous relayons à nos partenaires philanthropiques au Canada.

En 2024, plus de 50 % de notre financement à l'échelle internationale se concentrait sur quatre situations d'urgence seulement : l'Afghanistan, l'Éthiopie, la Syrie et l'Ukraine. Cela représente une infime partie des 412 situations d'urgence dans le cadre desquelles notre organisation est intervenue dans 107 pays à travers le monde.

ER : Comment voyez-vous le partage des responsabilités entre vos interventions et les actions pouvant être prises en charge par les fondations?

TDJ : Notre action est possible grâce au partenariat que nous avons avec plein d'organisations : que ce soit les gouvernements dans les pays industrialisés ou alors des gouvernements dans les pays où nous travaillons; les organisations de la société civile; le secteur privé; et, enfin, les fondations.

L'UNICEF a cette capacité de gérer un grand nombre de partenariats avec de grandes marques. En ce qui concerne le secteur privé, nous entretenons des relations avec plusieurs des grandes entreprises mondiales et canadiennes. À titre d'exemple, Lululemon, Lego ou Microsoft soutiennent nos programmes et nos interventions d'urgence à travers le monde entier. Leur soutient va au-delà de leur contribution financière. Elles partagent leurs réseaux mettent leur expertise à notre disposition et mobilisent leurs ressources en notre faveur. Ce type de collaboration permet aux entreprises et aux organisations philanthropiques de concrétiser l'impact de leurs ressources.

Un de nos plus grand partenaires au Canada est l'entreprise Lallemand, qui cette année nous a donné le plus grand don de notre histoire, soit plus de 11 millions de dollars canadiens pour soutenir des actions d'urgence.

ER : Quelle division du travail et partage des responsabilités voyez-vous entre vos interventions et les actions devant ou pouvant être prise en charge par des fondations ? Peuvent-elles jouer un rôle de lanceur d'alerte et d'influence au moment des conflits, pour les mitiger ? Ont-elles un rôle à jouer dans la reconstruction ? Sous quelle forme.

TDJ : Bien sûr, elles peuvent jouer un rôle clé en mobilisant leur réseau d'employése·s, à travers leurs plateformes. Elles ont aussi un rôle important à jouer dans la mobilisation sociale, que ce soit pour une cause particulière ou alors pour une urgence ou une situation humanitaire qui vient d'éclater. Nous partageons avec elle l'information nécessaires qu'elles pourront utiliser par la suite selon leurs besoins ou leur public.

La protection de l'enfant est aussi nécessaire en zones de paix. Pensons simplement aux situations de violence au sein de familles canadiennes, est-ce là une cause aussi bien entendue au sein de votre organisation que celle découlant de situations liées à des grands conflits entre nations, comme c'est le cas en Ukraine et en Palestine ?

La protection de l'enfant est un domaine essentiel et vaste de notre action, qui va bien au-delà des conflits. C'est un domaine qui comprend aussi bien l'enregistrement des naissances que la protection contre les abus sexuels et la prévention de la violence.

L'UNICEF adopte une approche systémique de la protection de l'enfance, c'est-à-dire que nous agissons à différent niveaux dans un pays donné. Nous agissons aussi bien sur les politiques sociales que sur l'amélioration des services sociaux pour les enfants, de la naissance à l'adolescence, pour s'assurer que les programmes de protection de l'enfance soient complets et efficaces.

Cela inclut le renforcement des registres de l'état civil pour promouvoir l'enregistrement des naissances ou encore l'amélioration à un système judiciaire adapté à leur âge et à leur genre.

Au Canada, on a une approche différente. Notre action porte surtout sur le plaidoyer, en influençant les politiques publiques et les projets de loi pour nous assurer qu'ils prennent en compte les besoins des enfants. Un exemple récent est notre travail récent sur un projet de loi visant à protéger les enfants contre les dangers liés à Internet.

ER : En quoi le maux (M A U X) 'conflit' est-il mobilisateur ou non pour aider à faire prendre conscience de l'urgence de soutenir votre travail ? Permet-il de récolter plus de dons ?

TDJ : Il est vrai que les plus grandes crises humanitaires actuelles sont liées à des conflits : l'Ukraine, Gaza, Soudan, Haïti, Sahel. Dans tous ces cas nous sommes confrontés à des conflits armés qui exacerbent des enjeux sociaux majeurs, notamment en matière

de santé, d'éducation, etc. Mais les catastrophes naturelles ont, elles aussi, un effet mobilisateur. On peut penser au tsunami dans l'océan Indien en 2004 ou au tremblement de terre en Haïti en 2010, qui ont suscité une mobilisation mondiale.

L'UNICEF adopte une approche systémique de la protection de l'enfance, c'est-à-dire que nous agissons à différent niveaux dans un pays donné. Nous agissons aussi bien sur les politiques sociales que sur l'amélioration des services sociaux pour les enfants, de la naissance à l'adolescence, pour s'assurer que les programmes de protection de l'enfance soient complets et efficaces.

À mon avis, ce sont souvent les médias qui mettent en lumière certains types de crise plus que d'autres, les rendant plus visibles auprès de la population, et ça influence la société. Bien sûr, des considérations géopolitiques entrent en jeu aussi mais je crois que les médias jouent un rôle crucial dans cette dynamique.

Le défi est d'attirer l'attention du public sur les crises qui sont négligées. Pour mettre en lumière ces crises moins visibles, l'UNICEF publie chaque année un appel de fonds d'urgence pour les enfants intitulé « Humanitarian Action for Children». Cette année, les crises humanitaires les plus gravement sous financées sont celles qui touchent le Burkina Faso, le Mali, le Libanet et la République démocratique du Congo.

ER : Enfin, parlons des crises humanitaires – à la fois celles qui sont visibles et celles qui sont négligées. Comment faites-vous pour relever le défi afin de trouver un équilibre entre votre travail humanitaire d'urgence et la réalisation à plus long termes des objectifs de développement durable ?

TDJ : Je dirais que, de manière générale, la société canadienne, qu'il s'agisse des particuliers ou des entreprises, fait preuve d'une grande générosité. Le plus grand défi auquel nous faisons face est de lever des fonds dit « flexibles », qui ne sont pas orientés vers une cause précise. Ces ressources sont essentielles car elles nous permettent d'intervenir là où les besoins sont les plus pressants en fonction des situations rencontrées. Nous travaillons souvent dans des contextes humanitaires qui évoluent très rapidement, comme les conflits armés ou les catastrophes naturelles.

Or, beaucoup d'entreprises et d'organisations philanthropiques privilégient un financement « restrictif », ce qui limite les choix interventions possibles et rend la prise de décisions plus complexe. Les dons flexibles que nous recevons témoignent de la confiance des donateurs envers l'UNICEF pour déterminer les actions les plus adaptées à chaque situation.

Cette approche nous permet d'agir de manière ciblée et d'avoir un impact optimal là où les besoins sont les plus grands. Cette flexibilité a une valeur inestimable.

L'Année PhiLanthropique
The PhiLanthropic Year

PhiLab

Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie

Canadian Philanthropy Partnership Research Network

Université du Québec à Montréal
Pavillon Saint-Denis (AB), 10e étage.
1290, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3J7

Téléphone : 514-987-3000 #8576
Courriel : philab@uqam.ca

www.philab.uqam.ca